

# LE PARTI DES COMMUNISTES

*Histoire du Parti communiste français  
de 1920 à nos jours*

Julian Mischi

## Introduction

---

Si l'idée d'un mouvement communiste puissant renvoie assurément au passé, ses ambitions et ses écueils sont pleinement d'actualité : constitution d'une solidarité transnationale, articulation entre combat politique et luttes sociales, organisation d'une résistance populaire face au capitalisme, confiscation du mouvement social par les appareils, tensions entre radicalité révolutionnaire et implication dans le jeu politique institutionnel... Le fait de chercher à comprendre l'histoire du mouvement communiste, sa réalité populaire et ses apories tragiques résonne fortement avec les préoccupations politiques et théoriques de celles et ceux qui ne se satisfont pas, aujourd'hui, de l'ordre des choses néolibéral.

En ce sens, revenir sur l'histoire du communisme français, c'est s'interroger sur la possibilité d'une organisation ancrée dans les milieux populaires, étudier les enjeux de la démocratie interne face aux logiques bureaucratiques des partis, ou encore réfléchir à l'articulation du combat de classe avec la lutte contre la domination masculine et l'oppression raciste. Surtout, la mobilisation communiste met en évidence ce qui hante la démocratie libérale depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : la représentation politique des classes populaires. Elle porte la contestation d'un système où les gouvernants proviennent des classes socialement dominantes et défendent leurs intérêts particuliers sous l'étendard de valeurs démocratiques

universelles. « Dictature du prolétariat », « démocratie réelle », « véritable », « populaire », « avancée »... Tout un répertoire doctrinal, différent selon les périodes, est mobilisé par les communistes pour dénoncer la confiscation du régime parlementaire par les élites sociales. La lutte politique qu'ils mènent pour un « gouvernement populaire » ou la « République française des soviets » est indissociable d'un combat contre la domination économique de la bourgeoisie, contre l'emprise des « trusts » et des « monopoles » sur la vie politique. Elle met ainsi en lumière un affrontement de classe qui, du secteur des entreprises au champ politique, se recompose continuellement jusqu'à aujourd'hui.

### **L'ambivalence tragique d'un mouvement d'émancipation**

La France est – avec l'Italie – le pays d'Europe de l'Ouest où le mouvement communiste a été le plus puissant. Le parti communiste a été un acteur central de la vie politique française au xx<sup>e</sup> siècle, il a joué un rôle crucial dans la vie de millions de femmes et d'hommes engagés dans l'espoir d'un monde plus juste, débarrassé du capitalisme. Leur lutte a donné lieu à des avancées sociales considérables, notamment pendant le Front populaire et après la Libération. Ses militants ont dû traverser des périodes de répression intense, des moments d'euphorie collective mais aussi, pour beaucoup, de profondes désillusions. Vecteur d'entraide dans les usines et les quartiers, outil de lutte contre la domination patronale et l'exclusion politique des classes populaires, l'engagement communiste fut également synonyme de sectarisme stalinien et de confiscation des aspirations révolutionnaires.

Avoir à l'esprit cette ambivalence permettra d'éviter une lecture simpliste de l'action des militants français. L'ambition de cet ouvrage est de rendre compte de leurs espoirs et de leur dévouement sans négliger leur intégration dans des logiques d'appareil, potentiellement conservatrices, articulées avec la politique de la Russie soviétique. L'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en 1991 et le déclin continu du Parti communiste français (PCF) dans la dernière période appellent plus que jamais l'abandon des visions schématiques fondées sur des jugements de valeur manichéens, au profit d'un regard attentif à cette complexité mais aussi aux leçons politiques que livre cette histoire séculaire.

C'est au nom de la défense du prolétariat, trahi par les élites socialistes et syndicales qui ont tourné le dos à l'internationalisme ouvrier, qu'émerge le mouvement communiste en France au sortir de la Première Guerre mondiale. Sa genèse se situe à la confluence des mutations du mouvement ouvrier français et de la cristallisation des débats socialistes autour de la révolution d'octobre 1917. Celle-ci incarne progressivement l'image d'un « pouvoir prolétarien » luttant contre la guerre et pour l'émancipation des travailleurs à travers le monde, malgré l'hostilité des puissances impérialistes. À l'issue du congrès de Tours, en décembre 1920, une large majorité de délégués du Parti socialiste décide d'adhérer à l'Internationale communiste. Créée l'année précédente sous l'impulsion de Lénine et des bolcheviks, celle-ci n'est qu'une étape dans la longue structuration d'une organisation communiste en France. Ce qui deviendra le parti communiste met en effet du temps à se stabiliser, puis connaîtra de fortes transformations pendant son siècle d'existence, avec des

phases de repli et d'ouverture, des périodes de participation ou de soutien au gouvernement, mais aussi des séquences d'affrontements violents et de recours à des actions clandestines. Le parti doit également s'adapter aux signaux changeants provenant de Moscou et, sur un autre plan, au renouvellement générationnel de ses responsables.

Qui sont les premiers communistes ? Comment certains leaders socialistes sont-ils devenus dirigeants du nouveau parti ? Cet ouvrage revient sur la genèse et les premières années d'existence du mouvement communiste, période sur laquelle la plupart des histoires du PCF passent rapidement, considérant que le communisme « véritable » commence avec sa bolchevisation. Ce moment est pourtant crucial du fait de la pluralité des formes organisationnelles et idéologiques de communisme qui commencent à se dessiner et laissent entrevoir différents types de militantisme dont seule une partie composera finalement le PCF. À une première série, socialement et politiquement hétérogène, de leaders issus du Parti socialiste mais aussi des milieux syndicalistes et anarchistes, succède, au tournant des années 1920 et 1930, un corps davantage homogène de dirigeants plus jeunes et plus souvent issus de la classe ouvrière, à l'image de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, produits de la bolchevisation et acteurs de la stalinisation du parti. En lien avec une Internationale centrée sur le parti russe, ils développent et s'appuient sur des dispositifs de contrôle et de formation internes, renforçant la capacité du parti à peser dans la vie politique française et sur le mouvement syndical, comme l'illustre le Front populaire. Dans une visée qui ne se réduit pas aux figures les plus connues, il s'agit de saisir ce que l'émergence de ces responsables nationaux révèle ou dissimule sur les évolutions des rangs

militants. Ces hommes d'appareil sur lesquels se concentrent les attentions historiographiques sont-ils à l'image des encadrements militants à l'œuvre dans les régions et auprès de la base ? Comment expliquer leur permanence à la tête du parti alors même que la situation sociale et politique du pays évolue fortement ? Les cadres thoréziens sont en effet confrontés à des épreuves aussi variées que l'interdiction du parti suite au Pacte germano-soviétique de 1939, la participation au gouvernement à la Libération, l'entrée dans la guerre froide ou encore la déstalinisation lancée depuis la Russie en 1956.

Leurs successeurs, des dirigeants formés dans la période de durcissement idéologique des années 1950 et à l'école des luttes sociales, ainsi que l'incarne la trajectoire de Georges Marchais, doivent composer avec un héritage stalinien dans un contexte d'éclatement du mouvement communiste international. Ils opèrent une ouverture, un *aggiornamento*, synonyme d'élargissement vers les couches sociales non ouvrières, de distanciation d'avec le modèle soviétique et d'alliance avec les socialistes. Ce choix pose la question de la pérennité du parti et de la reproduction de son groupe dirigeant, en lien avec les mécanismes de transmission et de redéfinition des valeurs communistes, alors même que l'espace politique concurrentiel dans lequel le PCF s'inscrit est mouvant. Les dirigeants communistes formés dans les années de guerre froide doivent faire face à la contestation du printemps 1968 puis à l'essor du nouveau PS, ainsi qu'à la montée des débats politico-médiatiques sur les libertés politiques dans les pays dits « du socialisme réel », précédant l'effondrement de ce dernier en Europe de l'Est et en URSS en 1989-1991.

Le présent ouvrage propose de restituer l'histoire mouvementée du parti communiste au-delà de la permanence

du mot « communiste », qui recèle des variations significatives dans les orientations doctrinales, les stratégies politiques, les modalités d'inscription dans la société française – autant d'évolutions étroitement liées à celles touchant plus globalement le système communiste international. Cette histoire est abordée à travers le prisme de l'engagement de femmes et d'hommes pour la cause communiste, non seulement au niveau de sa direction nationale, mais aussi à l'échelle des entreprises et des localités.

À ce dernier niveau, les sociabilités communistes débordent l'enceinte du parti proprement dit, elles se prolongent dans les univers syndicaux, associatifs et municipaux, qui ont fait la force populaire du PCF. Les premières et dernières grandes victoires électorales des communistes, avec la constitution de la ceinture rouge parisienne en 1935 puis les conquêtes massives de 1977 conduisant à l'administration de près de 1 500 communes, invitent à orienter le regard vers les municipalités rouges, lieux des alliances électorales et des compromis gestionnaires, mais aussi de la constitution de contre-pouvoirs populaires face aux notabilités locales et aux élites patronales. La plongée dans les réalités locales du communisme français permet en particulier de saisir les modalités de son déclin dans la dernière période, sur fond de désagrégation des écosystèmes communistes locaux et de conflits internes. L'érosion électorale, régulière depuis la fin des années 1970, s'est accompagnée d'une profonde transformation du profil social des dirigeants : aux permanents ouvriers succède progressivement une nouvelle génération de professionnels de la politique liés aux collectivités territoriales.

Analyser les causes et les effets de la marginalisation du PCF au tournant du <sup>xxi</sup>e siècle amène à s'interroger sur la

place du courant communiste au sein de la gauche radicale et à examiner les métamorphoses de la domination politique des classes populaires dans un contexte néolibéral.

### **Une histoire sociale des engagements communistes**

Ce retour synthétique, forcément partiel, sur cent ans d'engagement communiste puise dans les outils combinés de la sociologie et de l'histoire afin de proposer une analyse décloisonnée du Parti communiste français, saisi dans son environnement institutionnel et social. Outre ses logiques propres de fonctionnement en lien avec le système communiste international, il se définit également, comme les autres partis français, à travers son rapport à l'État et aux forces politiques qui le combattent, d'une part, et aux transformations socioculturelles de la population, d'autre part. Ainsi, plonger dans l'histoire du PCF, c'est revenir sur les métamorphoses de la classe ouvrière, de la naissance de la grande industrie taylorienne à la déstabilisation de la condition ouvrière, en passant par la féminisation du salariat. L'attention portée aux réalités locales du communisme, premier parti de France par sa force militante et principale force électorale de gauche de la Libération aux années 1970, permet d'aller voir au plus près la manière dont les militantes et les militants ont été confrontés à ces évolutions, comment ils se sont organisés dans leurs lieux de vie et de travail, dans les villes industrielles mais aussi dans les campagnes agricoles.

Donner à voir le parti des communistes implique d'être attentif aux parcours militants, à leurs variations internes et à leur diversité. Une telle perspective éclaire la manière dont l'engagement pour le communisme peut s'articuler



étroitement aux luttes syndicales, aux préoccupations pour les droits des femmes ou encore au combat anticolonial. Elle dévoile également comment les vocations militantes s'épuisent ou sont brutalement heurtées par certaines orientations et tournants, entraînant des retraits silencieux ou des départs plus ou moins conflictuels. Une lecture soucieuse de l'épaisseur biographique et des soubassements sociaux des trajectoires militantes dessine une pluralité de rapports au parti, loin des visions surplombantes enfermant, sans véritablement le comprendre, l'engagement communiste dans les poncifs de l'embrigadement et de l'aveuglement. Faire apparaître les visages derrière la machine partisane implique d'explorer la force de cette machine pour assurer des promotions et réaliser des destins individuels, tout en décrivant également comment elle fonctionne dans les moments où elle exclut et trie les individus, brisant ainsi parfois les ressorts intimes de leur militantisme, moins pour des questions de revirements idéologiques que de logiques internes de course au pouvoir.

Le défi de ce livre est de concilier les impératifs de la synthèse, éclairant les moments et les acteurs clefs du mouvement communiste français, avec la nécessaire prise en compte d'un renouvellement de l'histoire politique qui ne peut plus se limiter aux seules grandes figures et aux discours publics, ni au décryptage fastidieux de l'évolution des forces et des alliances électorales. Si la perspective adoptée ne réduit pas le communisme à ses porte-parole, ni au monolithisme de sa façade stalinienne, il ne s'agit cependant pas à proprement parler d'une « histoire populaire », centrée uniquement sur les « minorités » et les militants « ordinaires ». Cette synthèse historique intègre en effet l'étude des cercles dirigeants, leur production doctrinale ainsi que leur insertion

dans le système communiste international. Au lieu d'opposer schématiquement « la base » et « le sommet » du parti, elle montre que le groupe dirigeant n'est pas exempt de divisions internes, qu'il est façonné par des processus prenant leur source non seulement à Moscou mais aussi dans les milieux sociaux et territoriaux d'où ses membres sont originaires. Seule une approche articulant les différentes échelles, de la cellule au secrétariat national du parti, peut mettre au jour la manière dont l'organisation française est traversée par des rapports de domination, liés aux positions militantes ainsi qu'aux appartenances sociales, au genre et aux origines nationales. Elle permet de saisir pleinement l'ambivalence du militantisme communiste, tout à la fois source d'émancipation individuelle et espace d'étouffement de voix discordantes.

Grâce à ce regard porté au plus près des vies militantes, sans omettre leurs contradictions, il s'agit de rendre compte de la diversité du mouvement communiste français, support d'appropriations diverses en fonction des périodes mais également des histoires de chacun. Comme on le verra, militer au PCF n'a pas les mêmes significations et n'ouvre pas les mêmes possibilités selon que l'on est un homme ouvrier, une femme enseignante, un paysan du Massif central ou encore un travailleur immigré travaillant en banlieue parisienne. On s'attachera notamment à saisir la manière dont l'intégration et la promotion des adhérents issus des milieux populaires, d'une part, et des femmes, d'autre part, sont prises en compte : comment émergent ou refluent ces préoccupations ? Quels sont les dispositifs mis en œuvre ? Quelles sont les difficultés rencontrées ?

À cet égard, le PCF occupe une place à part dans la vie politique française en tant que parti dirigé par une élite

militante d'origine populaire. Sa structuration autour de porte-parole issus de la classe ouvrière, qu'il cherche à propulser dans les lieux de pouvoir, constitue une brèche dans un ordre politique socialement inégalitaire. Le PCF se singularise également en étant, de loin, le parti le plus féminin au sein d'un paysage politique structuré par des logiques de domination masculine auxquelles, cependant, il n'échappe pas. Lieu de convergence entre le mouvement ouvrier et le courant féministe dans les années 1920, le PCF s'enferme ensuite dans une longue période de conservatisme sur le plan de la morale, tout en rendant possible un féminisme pratique pour des femmes, issues notamment de milieux populaires, dont l'entrée dans l'action militante implique la transgression des schémas dominants des rôles de sexe. Ainsi l'ouvriérisation, dès la fin des années 1920, et la féminisation, à partir de la Libération, des assemblées électives (municipalités, Parlement, etc.) doivent-elles beaucoup aux communistes et à leur lutte contre les élites politiques bourgeoises et masculines.

Par ailleurs, le parti communiste a très tôt accueilli des immigrés en son sein. Il favorise dès les années 1920 la mise en place de réseaux militants spécifiques pour les travailleurs d'origine étrangère et issus des colonies, pris en charge par les intéressés eux-mêmes. Les militants issus de l'immigration polonaise, italienne ou espagnole jouent un rôle essentiel dans la structuration ouvrière du PCF et sa conquête de municipalités. Cette orientation connaît cependant des tensions récurrentes avec les logiques de nationalisation à l'œuvre dans le PCF à partir du Front populaire. Dans le cadre de leur ralliement aux valeurs de la République, les communistes adoptent une posture patriotique de défense de la nation française. Champion de «l'indépendance de la France», le parti

peut alors tourner le dos à des revendications qu'il estime contraires aux intérêts de la France ou, du moins, à l'image de respectabilité nationale qu'il entend se donner, comme on le verra par exemple pendant la guerre d'Algérie.

Outre cette double attention portée à la situation spécifique des ouvriers (français et immigrés) et des femmes, la présente histoire du PCF privilégie un angle d'approche supplémentaire : l'insertion du mouvement communiste dans l'histoire des luttes sociales. Il s'agit de saisir l'attitude de ses dirigeants durant les périodes de haute conflictualité sociale, pendant le Front populaire, les grèves « insurrectionnelles » de 1947-1948 ou encore celle de mai-juin 1968. On peut ainsi s'interroger sur les liens que tisse le PCF avec le syndicalisme ou sur la place qu'il accorde aux revendications sociales. De même, quel rapport aux institutions républicaines et au légalisme peut avoir un parti se revendiquant révolutionnaire ? En effet, dès les années 1930, la crédibilité révolutionnaire du PCF est mise à mal par sa gestion des mouvements populaires : face à eux, la perspective affichée du « parti de masse », « national » et « responsable », opposé au désordre, amène ses dirigeants à faire preuve d'une prudence calculée. Par peur d'être débordés, ces derniers s'opposent aux actions « aventurières », aux provocations « trotskistes » ou « anarchistes » – tel est le vocabulaire régulièrement employé pour contenir les mobilisations sociales au nom d'un « ordre des travailleurs » valorisant la discipline ouvrière et l'attention aux craintes potentielles de la petite bourgeoisie. Le monopole du PCF sur la « marque » révolutionnaire est ainsi l'enjeu de conflits récurrents à gauche. Le parti est tout particulièrement attaqué pendant les « années 68 », en même temps que sa prétention à représenter la classe ouvrière est alors fortement contestée.

S'il est le support d'espérances révolutionnaires, portant une volonté de renverser l'ordre social et politique de la société capitaliste au bénéfice des travailleurs, ou du moins de leurs représentants, le PCF est aussi traversé par des logiques conservatrices qui ont jeté un voile sur la force subversive de ses premières années d'existence. Celles-ci offraient une remise en cause bien plus radicale de l'ordre bourgeois avec une critique des formes multiples de domination. C'est pourquoi il est important de revenir sur la période agitée qui suit le congrès de Tours et ouvre une diversité de possibles communistes, non réductible à l'uniformité idéologique qui prévaut ensuite. Les tendances conservatrices qui s'affirment à partir du milieu des années 1930 dans différents domaines (féminisme, anticolonialisme, anticléricalisme, internationalisme, etc.) s'expliquent à la lumière des évolutions à l'œuvre en Union soviétique, où sont remises en cause des orientations prises au lendemain de la révolution, et reflètent l'appropriation par le PCF des valeurs républicaines, qui l'incite à délaisser un radicalisme doctrinal et à adopter un discours sur la grandeur de la France. Ces tendances s'inscrivent aussi, plus largement, dans une quête de respectabilité qui travaille en profondeur les représentations et les actions des communistes, non sans rapport avec la lutte continue qu'ils doivent mener contre les procès en illégitimité politique. Le communisme est aussi façonné de l'extérieur par les logiques anticomunistes qui s'abreuve de mépris de classe, de xénophobie, de misogynie, etc.

## Une synthèse au plus près des sources et du renouveau historiographique

Pour suivre une perspective socio-historique articulant différentes échelles d'analyse, cet essai croise des archives locales, nationales et internationales. L'ouverture des archives nationales, annoncée par la direction du PCF en 1993, a abouti à leur classement par l'État comme archives historiques dix ans plus tard<sup>1</sup>. Déposé aux archives départementales de Seine-Saint-Denis, où il est consultable depuis 2005, ce fonds apporte des éléments essentiels sur l'organisation et la direction du PCF, notamment sur le contenu des débats au sein de ses instances dirigeantes. Cette ouverture s'accompagne d'un accès facilité pour les chercheurs aux documents conservés dans les fédérations dès les années 1990. Selon les départements, ces fonds locaux ont été classés et versés à des archives publiques. L'exploitation de ces archives locales permet de ne pas être limité à l'analyse de ce qui est débattu au niveau national par les dirigeants et les intellectuels du parti, et d'orienter ainsi le regard vers les pratiques militantes dans les territoires populaires. En outre, l'ouverture des archives soviétiques, à partir de 1991, donne accès aux fonds de l'Internationale communiste (IC, 1919-1943) déposés aux Archives d'État russes pour l'histoire sociale et politique (RGASPI), à Moscou<sup>2</sup>. On y trouve les documents de l'IC relatifs à la France ainsi que les archives de la section française. Le portail Paprik@2f offre la possibilité de consulter

- 1 Voir Frédéric Genevée, *La Fin du secret. Histoire des archives du Parti communiste français*, Éditions de l'Atelier, 2012.
- 2 Voir Serge Wolikow, Alexandre Courban et David François, *Guide des archives de l'Internationale communiste*, Archives nationales, MSH Dijon, 2009.

## Le parti des communistes

en ligne ces documents numérisés qui renseignent l'activité des communistes français durant l'entre-deux-guerres<sup>3</sup>.

L'accès aux documents produits à différents échelons du mouvement communiste a permis un renouvellement des études sur le communisme depuis les années 1990 dans de multiples directions, notamment du côté de l'histoire transnationale<sup>4</sup>, mais aussi des études locales<sup>5</sup>. Il a renforcé en France le vaste chantier organisé autour du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social* (plus communément surnommé *Le Maitron*), dédié à la constitution et à l'analyse des biographies militantes, fondé par Jean Maitron et actuellement dirigé par Claude Pernetier et Paul Boulland<sup>6</sup>. Ce travail de synthèse s'inscrit dans cette dynamique attentive aux histoires personnelles, seule susceptible de rendre compte des investissements militants multiples dont le communisme a été l'objet. Contre les interprétations figées ce dernier dans une unicité originelle

- 3 [www/pandor.u-bourgogne.fr](http://www/pandor.u-bourgogne.fr). L'équipe de l'ANR Paprik@2f a récemment publié les actes d'un colloque qui vise à mesurer l'impact de cette «révolution documentaire» : Romain Ducoulombier et Jean Vigreux (dir.), *Le PCF, un parti global (1919-1989). Approches transnationales et comparées*, Éditions universitaires de Dijon, 2020.
- 4 Voir Brigitte Studer, *The Transnational World of the Cominternians*, Palgrave Macmillan, 2015.
- 5 Voir Emmanuel Bellanger et Julian Mischi (dir.), *Les Territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Armand Colin, 2013.
- 6 Les notices sont librement accessibles en ligne depuis 2019 : [www.maitron-en-ligne.univ-paris1.fr](http://www.maitron-en-ligne.univ-paris1.fr). Les éléments biographiques mobilisés dans l'ouvrage proviennent, pour l'essentiel, de cette source à laquelle il est renvoyé ici d'une façon générale, sans mention récurrente ensuite afin d'alléger l'appareil de notes. Nombre de parcours et d'événements sont reconstitués à partir des recherches que j'ai menées dans quatre départements (Allier, Isère, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle), dont les sources sont indiquées dans ma thèse (*Structuration et désagrégation du communisme français 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, EHESS, 2002) sans que cela soit non plus indiqué à chaque fois.

d'ordre idéologique<sup>7</sup> ou les approches le réduisant à ses aspects criminels<sup>8</sup>, il s'agit de parvenir à une histoire «compréhensive» de l'engagement communiste<sup>9</sup> qui ne s'aveugle pas sur les logiques bureaucratiques stalinienne mais révèle la complexité de la réalité politique d'un parti communiste dans un pays capitaliste.

La dénonciation globale des régimes communistes n'aide guère à comprendre les enjeux du stalinisme à la française. Si le communisme est une machine qui broie sans cesse, terroriste ou criminelle par nature, comment expliquer l'engouement suscité par un idéal toujours source d'espoir ? Comment comprendre le renouvellement des engagements communistes après les procès de Moscou, le Pacte germano-soviétique, la révélation des crimes de Staline, surtout dans un pays où existent une offre politique diversifiée et des acteurs médiatiques et politiques prompts à dénoncer le péril rouge ? Centré sur la France et la singularité du communisme qui s'y déploie, ce livre est travaillé par le double souci exprimé dès 2000 par les auteurs du *Siècle des communismes* d'appréhender le «communisme au pluriel» tout en étant attentif aux logiques d'encadrement induites par sa matrice bolchevique puis stalinienne<sup>10</sup>.

7 Voir François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995.

8 Voir Stéphane Courtois (dir.), *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Robert Laffont, 1997.

9 La notion de compréhension est au cœur de la démarche sociologique de Max Weber, attentif à comprendre le sens subjectivement visé par l'individu dans ses actions sociales afin d'interpréter et d'expliquer les faits sociaux.

10 Michel Dreyfus et al. (dir.), *Le Siècle des communismes*, Éditions de l'Atelier, 2000.